

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## RENOVATION DE CHAUSSEE AERONAUTIQUE ET DE BALISAGE

### Parking Bravo Echo et Seuil 06

BP 70413

33164 LA TESTE DE BUCH



DEKRA Industrial  
85 Rue de la Morandière  
BP 40030  
33185 LE HAILLAN

Tél. 05.56.13.43.54

**Affaire n° : 53887596**

### Coordonnateurs SPS

Conception : BERNARD PRADELLES  
Réalisation : BERNARD PRADELLES

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
06/06/2025	A	Version initiale
17/06/2025	B	Version B suite à rmarque AMO et MOE
23/06/2025	C	Version C
01/07/2025	D	Version D
01/07/2025	E	Version E

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

Version du 13 septembre 2016

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Principes généraux de prévention .....</b>	<b>6</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>7</b>
Présentation du projet .....	7
• Description succincte du projet.....	7
• Situation géographique .....	9
• Description synthétique de l'environnement .....	10
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	10
Intervenants concernés par l'opération .....	10
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	10
• Organismes institutionnels de la prévention .....	11
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	11
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>12</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	12
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	12
• Par rapport aux piétons, cyclistes, véhicules, secours .....	12
• Par rapport aux établissements en activité .....	12
• Par rapport aux interdictions de survol .....	12
• Par rapport aux transports (terrestre ou aérien).....	12
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier BT, HT, Télécom, AEP, EP enterrés .....	12
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ...).....	12
• Par rapport à la nature du sol .....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	12
• Amiante.....	12
• Plomb.....	13
• Transformateurs.....	13
• Eléments radioactifs.....	13
• Installations aéro-réfrigérées .....	13
• Matériaux contaminés .....	13
• Diagnostic avant démolition.....	13
• Engins explosifs .....	14
Accès au chantier .....	14
• Véhicules et personnel .....	14
• Points particuliers.....	16
• Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage.....	16
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	16
• Accréditation et contraintes pour les accès.....	16
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	17
• Intervention sur la ou les zone(s) de travaux .....	17



Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	17
Installations de chantier .....	17
• Plan d'installation de chantier .....	17
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	18
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier : .....	18
• Clôtures : base vie et zones à risques .....	18
• Stockage des Matériaux .....	18
• Affectation des installations de chantier .....	18
• Dimensionnement du cantonnement .....	19
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	19
• Secours .....	19
• Nettoyage et entretien du cantonnement .....	19
Autorisations administratives et démarches diverses .....	19
<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>20</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	20
• Généralités .....	20
• Circulations des piétons .....	20
• Circulations horizontales .....	20
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	21
• Généralités .....	21
• Grues mobiles : .....	21
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	21
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	21
• Autorisation de conduite .....	21
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	21
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	22
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	22
• Approvisionnements .....	22
• Magasins .....	22
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	23
• Evacuation des déchets .....	23
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	23
• Matières et substances dangereuses .....	23
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier .....	23
Protections collectives .....	24
Travaux à risques spécifiques .....	24
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles .....	26
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	27
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>28</b>
Respect des contraintes du site .....	28
• Horaires de chantier imposés .....	28
• Horaires et contraintes de livraisons .....	28
Site en exploitation .....	28
• Risque incendie .....	28



• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	29
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	29
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>30</b>
Nettoyage du chantier .....	30
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	30
Démarche environnementale, tri des déchets.....	30
• Objectifs.....	30
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>31</b>
Organisation des secours.....	31
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	31
Infirmier.....	31
Dispositions en cas de travail isolé .....	31
Risque incendie .....	32
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....</b>	<b>33</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	33
Inspection commune .....	33
Etablissement d'un PPSPS .....	34
Diffusion des PPSPS.....	34
Observations du coordonnateur SPS.....	35
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	35
Mise à jour du PGC .....	35
Sous-traitant .....	35
Travailleurs Indépendants .....	36
Travail dissimulé .....	36
Prêt de main d'oeuvre .....	36
Recensement des accidents du travail .....	36
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>38</b>
<b>Annexe(s).....</b>	<b>39</b>
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	39
• - Installations obligatoire sur les chantiers du BTP .....	39
• - Consignes BA 120 .....	39
• - Demande de rendez-vous pour l'inspection commune .....	39
• - .....	39



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



## Principes généraux de prévention

L'opération de rénovation de chaussées aéronautiques et de balisage est soumise aux dispositions de la loi « Chantiers mobiles et temporaires » N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d'application N° 94.1159 du 26 décembre 1994.

Le P.G.C. est établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération. Selon l'article L. 4531-1 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h de l'article L. 4121-2.

Les chefs d'entreprises doivent au cours de la phase réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux a, b, c, d, e, f, g, h et i de l'article L. 4121-2, pour eux-mêmes et leurs salariés :

- a) Eviter les risques,
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la Prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les Conditions de Travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,**
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

*Article L.4532-6 du code du travail :*

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé. Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.

**Le maître d'œuvre doit intégrer dans ses choix constructifs, les dispositions techniques et fonctionnelles de nature à permettre les interventions ultérieures sur les ouvrages et les installations de façon aisée, sans risque particulier pour les intervenants**

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

L'opération concerne la rénovation de deux parkings avions, du seuil 06 et de leurs amorces sur la base aérienne de Cazaux BA 120).

Les zones concernées sont les suivantes :

- Le parking Bravo et ses voies d'accès (Golf et vers HM7), sous exploitation de la base aérienne de Cazaux et mis à disposition exclusivement d'un détachement singapourien.

Cf. plan TF\_Bravo-3.1.3 Emprise travaux

- Le seuil 06 et ses amorces (voie de circulation GEP, voie de circulation Echo 3, voie de circulation Fox découpée en Fox 1a, Fox 1b et Fox 2 et l'olding bay), sous exploitation de l'ensemble des utilisateurs de la base aérienne de Cazaux.



Cf. plan TF\_Seuil 06-3.1.3 Emprise travaux

- Le parking Echo, ses voies d'accès A1, A2 et A3, Echo/Charlie et l'accès à l'aire de lavage associé, l'ensemble étant sous exploitation exclusive de la DGA EV.



Cf. plan TO1\_ECHO-3.1.3 Emprise travaux hors A1 A2 A3 et TO1\_ECHO3.1.4 Emprise travaux A1 A2 A3

## Situation géographique

Les travaux se situent sur la Base Aérienne 120 sur la commune de Cazaux La Teste de Buch (33164)



## Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent Sur la Base Aérienne 120 « Commandant Marzac », base aérienne de l'Armée de l'air.

Les travaux se dérouleront dans un site en activité et sécurisé :

- Trafic réglementé sur le site.
- Accès difficile à la zone de travaux.
- Bâtiments en activités

## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Pour la durée des travaux y compris période de préparation se référer à l'acte d'engagement.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au 01/06/2026.

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
ETABLISSEMENT INFRASTRUCTURE DEFENSE - ESID DE BORDEAUX 223 Rue de Bègles Caserne Nansouty CS 21152 33068 BORDEAUX CEDEX	MME Christine SARRAILH	05 57 85 15 00  christine.sarrailh@intradef.gouv.fr
<b>Conduite d'opération (Misson Grands Projet)</b>		
SERVICE NATIONAL D'INGENIERIE AEROPORTUAIRE Pôle de Bordeaux / UCOp Aéroport - Bloc technique TSA 85002 33688 MERIGNAC CEDEX	Mme GODEFROY Yamina	05 57 92 81 65  yamina.godefroy@aviation- civile.gouv.fr
<b>Conduite d'opération (Mission Grand Projet)</b>		
SERVICE NATIONAL D'INGENIERIE AEROPORTUAIRE Pôle de Bordeaux / UCOp Aéroport - Bloc technique TSA 85002 33688 MERIGNAC CEDEX	M DUFIEU Fabien	05 57 92 81 64  fabien.dufieu@aviation-civile.gouv.fr
<b>Maître d'œuvre</b>		
DEPARTEMENT INGENIERIE INFRASTRUCTURES Département Ingénierie Infrastructure Service national d'ingénierie aéroportua 12, Avenue Pythagore 33700 MERIGNAC	Mme LEFORT Isabelle	06 15 52 07 89  isabelle.lefort@aviation-civile.gouv.fr
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS GIRONDE LOT ET GARONNE 85 Rue de la Morandière BP 40030 33185 LE HAILLAN	<u>Titulaire :</u> C : BERNARD PRADELLES R : BERNARD PRADELLES <u>Suppléant :</u> C : PHILIPPE PICARD R : PHILIPPE PICARD	05.56.13.43.54  bernard.pradelles@dekra.com



## Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

### **CONTROLE GENERAL des ARMEES (C.G.A)**

60 boulevard du Général Martial Valin PC066 CS 21623 75509 PARIS CEDEX 15	M POLOP FANS Régis	09 88 68 21 71 01 42 19 74 75 regis.polop-fans@intradef.gouv.fr
--	--------------------	---

### **OPPBTP**

Immeuble "Les Bureaux du Tasta" 9 Avenue Raymond Manaud 33520 BRUGES		05 56 34 03 49 05 56 34 42 08 nouvelleaquitaine@oppbtp.fr
--	--	---

### **CARSAT AQUITAINE**

Prévention des Risques Professionnels 80, Avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX CEDEX	CARSAT AQUITAINE	05 56 11 64 00 05 56 39 55 93 prevention7@carsat-aquitaine.fr
---	------------------	---

## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

L'opération se réalisera sur le site de la Base aérienne 120.

Les entreprises devront intégrer dans leur organisation de chantier les différentes contraintes abordées dans le PGC et le CCTP en particulier les contraintes inhérentes au maintien de l'exploitation aéronautique.

Les entreprises prendront toutes les dispositions pour réduire l'impact durant toute la durée des travaux, en particulier la circulation et au niveau des incidences sonores, vibratoires, rejet, etc...

### **Par rapport aux piétons, cyclistes, véhicules, secours**

La circulation des piétons, cyclistes véhicules et secours de la base ne devra pas être entravée par des stockages et des véhicules du chantier.

### **Par rapport aux établissements en activité**

De façon à générer le moins possible de nuisances, avant le démarrage des travaux les entreprises prendront des mesures de dissociation de l'activité chantier du cheminement des occupants et usagers seront pris.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol de bâtiment par tout type d'appareil de levage.

### **Par rapport aux transports (terrestre ou aérien)**

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des flux de véhicules.

L'entreprise devra se conformer aux exigences de la base aérienne 120. Il est rappelé que l'activité de la base aérienne 120 est prioritaire pour l'ensemble des infra de la base.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier BT, HT, Télécom, AEP, EP enterrés**

Toutes les entreprises de lots concernés titulaires et sous-traitants, devront :

- Entreprendre toutes les démarches nécessaires pour obtenir les plans de recollement des réseaux.
- Entreprendre toutes les démarches nécessaires (DICT) auprès des services concernés.
- Faire matérialiser, le cas échéant, la présence des réseaux rencontrés par le (ou les) services (s) concernés. En cas de besoin, des sondages seront réalisés afin de déterminer le meilleur tracé pour le réseau à installer.

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des plans de recollement et ou DICT. Une visite spécifique doit être organisée afin d'effectuer le marquage et repérage physique et identification de la nature des réseaux.

Pour toute incertitude sur le positionnement exact, le mode opératoire doit être adapté (terrassement manuel, etc ...) et doit tenir compte du risque pyrotechnique.

### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau, ...)**

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place des clôtures de chantier en limite de l'emprise chantier.

### **Par rapport à la nature du sol**

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Tous les repérages seront joints au dossier de consultation par le maître d'ouvrage.

### **Amiante**



- Des repérages amiante avant travaux ont été réalisés conformément à l'article R.1334-22 du code de la santé publique par le maître d'ouvrage :
  - Parking Bravo sous la référence 2307CNABO-DGAEV\_Bravo en date du 19/07/2023.

#### SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

- Parking Bravo sous la référence 2504CNABO-BI1100000000305 en date du 13/05/2025

#### SYNTHESE DU RAPPORT :

##### Conclusion Amiante :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

##### Conclusion HAP dans les enrobés le cas échéant :

il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir des HAP : après analyses, ils contiennent plus de 50mg/kg de HAP. De plus, il a été repéré des matériaux et produits contenant des HAP au-delà de 500 mg/kg; ces enrobés ne peuvent pas être recyclés et devront être orientés vers des ISDND ou des installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

- Seuil 06 sous la référence 2307CNABO-DGAEV\_Seuil06

#### SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

- Parking Echo sous la référence 2306CNABO-DGAEV\_Voirie AC en date du 17/06/2023

#### SYNTHESE DU RAPPORT :

##### Conclusion Amiante :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

##### Conclusion HAP le cas échéant :

il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir des HAP : après analyses, ils contiennent moins de 50mg/kg de HAP.

- Néanmoins lors de la réalisation des travaux, tout ouvrage suspect, en fonction de l'analyse des risques devra faire l'objet, d'une analyse permettant d'identifier la présence ou non de fibres d'amiante.

## Plomb

Sans objet

## Transformateurs

Sans objet

## Éléments radioactifs

Sans objet

## Installations aéro-réfrigérées

Sans objet

## Matériaux contaminés

Sans objet

## Diagnostic avant démolition



Depuis le 1er juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition a été établi en date du 05/12/2022 par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

### **Engins explosifs**

En cas de découverte d'engins explosifs l'entreprise devra :

- Se référer à la fiche reflexe en annexe du PGC

### **ACCES AU CHANTIER**

#### **Véhicules et personnel**

L'accès à la base vie et au chantier se fera par l'entrée base Sanguinet

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

- Accès chantier parking Bravo :

Cf. plan TF-BRAVO-3.2.1 Installation chantier

- Accès chantier parking Echo :

Cf. plan TO1\_ECHO-3.2.1 Installation chantier

- Accès chantier Seuil 06 :

Cf. plan TF\_Seuil 06—3.2.1 Installation chantier

## Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises pourra se faire dans l'enceinte de la base vie. Une zone de parcage sera définie en concertation avec le Maître d'œuvre à l'intérieur de la zone cantonnement.

## Fléchage - Signalétique d'accès - Affichage

L'accès au chantier se faisant par l'entrée Sanguinet, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise pour les trois zones de travaux afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Le niveau de signalisation sera équivalent à celui du site sur lequel est réalisée :

- Panneau d'information présentant les principaux messages de sécurité, afin de servir de support d'accueil des nouveaux arrivants.
- Panneaux d'information sur les dangers, les protections collectives, les protections individuelles.
- Panneaux d'information sur les zones d'accès, de circulation, de stationnement et de stockage.

Affichage obligatoire du chantier : panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

## Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

## Accréditation et contraintes pour les accès

L'accès et la circulation en zone réservée concernée par les travaux font l'objet d'une accréditation délivrée par les autorités compétentes et limitées aux seules parties mentionnées sur leur titre d'accès.

- Demande de contrôle primaire (CPR)





- Contrôle d'identité
- Toutes les formalités administratives liées au travaux : plans de prévention, plans de grutage, permis feux , permis fouilles, ...
- Etc ...

### Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier (chaussures, gants, vêtements à haute visibilité, casque, etc....) .

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

### Intervention sur la ou les zone(s) de travaux

Les travailleurs auront l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité (gilet rétro réfléchissant,...). Les entreprises et tout intervenant devront respecter les consignes données par la maîtrise d'œuvre pour accéder ou repartir dans la zone des travaux.

Tout intervenant devra être identifiable (vêtements et véhicules).

## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis la voirie intérieure de la base aérienne	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise Générale
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis la voirie intérieure de la base aérienne	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise Générale
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Installation autonomes en eau potable ; eau non potable pour les besoins de la BV ; robinet puisard ; eau pour les besoin de chantier=> borne incendie. Les localisations des raccordement seront indiquées en PP.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise Générale
Evacuation des eaux usées	Sur fosse toutes eaux	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise Générale
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant ou sur groupe électrogène	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise Générale

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot 01, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.



## Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires hommes et femmes, réfectoires sanitaires hommes et femmes).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

## Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc ... seront réalisés en phase préparation des travaux.

## Clôtures : base vie et zones à risques

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur avec bavolets, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Les zones de chantier à proprement parler seront-elles délimitées à l'aide de balirodes conformément au plans.

La clôture devra être installée pour rendre le chantier clos de manière à bien rendre inaccessible aux personnes non autorisées, les zones à risques.

La clôture devra être contreventée pour éviter tout risque de renversement.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

## Stockage des Matériaux

Une partie des matériaux des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de matériaux seront évacués à la décharge.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Réseaux divers existants à protéger	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Aire de lavage	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Entreprise Générale	Entreprise Générale



<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Roulotte de chantier type V.R.S (vestiaire, réfectoire, sanitaire).	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Bennes à déchets	Entreprise Générale	Entreprise Générale

### Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Pour des travaux particuliers, la mise en place d'une roulotte de chantier type V.R.S. pourra être envisagée pour les sanitaires déportés.

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

### Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

### Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisées par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Entreprise Générale	Entreprise Générale
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette, etc ...)	Entreprise Générale	Entreprise Générale

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
Envoi du PPSPS du lot principal	- Contrôle général des armées - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Entreprise Générale
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Lot concerné
DICT	Organismes concernés	Lot concerné



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux travaux devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le lot 01.

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	Entreprise concernée
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Entreprise concernée
Manœuvres des engins et des véhicules avec visibilité réduite	Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.	Les entreprises concernées
Avertisseurs sonores et optiques sur engins de chantier et véhicules de transport	Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont <b>obligatoires</b> sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.	Les entreprises concernées



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

### **Vérification des appareils et des accessoires de levage**

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

### **Autorisation de conduite**

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

### **Limitation du recours aux manutentions manuelles**



Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc...).

### **Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement**

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

### **Approvisionnement**

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

### **Magasins**

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.  Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Tout corps d'état
Bennes à déchets	L'entrepreneur du lot n° ..... mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment, ...);</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette, ...).</li> </ul>	Entreprise concernée
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Entreprise concernée
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).



Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

La prévention du risque de chute de hauteur générée par l'exécution de travaux devra être réalisée au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Entreprise concernée

## **TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux en hauteur	Suivant le décret n° 2004-924 du 1 <sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective	Les entreprises concernées
Traitement aux liants hydrauliques	Les opérateurs devront utiliser des équipements de protection individuels (E.P.I) pour la protection des voies respiratoires et les yeux.  Les travaux seront réalisés sans grand vent et sans situation de co-activité avec d'autres entreprises.  Toutes les mesures seront prises pour limiter les nuisances sur l'environnement proche.	Les entreprises concernées
Interventions sur regard de visite	Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide : - d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage, - d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci  Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Travaux de pose de canalisations	Les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement : - dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur - suivant la nature et l'état du terrain	Les entreprises concernées





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau.</p> <p>A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1.</p> <p>En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.</p> <p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dimension et poids des différents éléments ;</li> <li>- résistance à la poussée des terres ;</li> <li>- mode d'emploi ;</li> <li>- Limites d'utilisation du matériel.</li> </ul> <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.</p> <p>En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.</p>	
Utilisation de lasers d'alignement	<p>Le laser d'alignement est un appareil qui émet une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique.</p> <p>Il émet une lumière visible de couleur rouge très caractéristique.</p> <p>L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement.</p> <p>Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser.</p> <p>Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon.</p> <p>Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.</p>	Les entreprises concernées
Utilisation de gamma densimètres	<p>Le gamma densimètre est un appareil contenant une source radioactive close permettant de mesurer la compacité des matériaux.</p> <p>La possession et l'utilisation d'un gamma densimètre sont soumis à déclaration et autorisation spécifiques.</p> <p>Un suivi médical particulier est obligatoire pour le technicien opérateur.</p> <p>S'assurer que l'appareil est à jour des vérifications périodiques réglementaires et est en bon état de marche.</p> <p>S'assurer que l'opérateur est habilité et est à jour des visites médicales obligatoires.</p> <p>Mettre en place le panneau normalisé signalant la présence d'une source radioactive.</p> <p>Tenir éloigné de l'appareil toute personne n'ayant pas de rapport avec l'utilisation de celui-ci.</p> <p>Manipuler et transporter l'appareil avec précaution.</p>	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux divers	<p>Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives. Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP.</p> <p>Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation et repli de balisages sous circulation ;</li> <li>- travaux au voisinage de réseaux sous tension ;</li> <li>- pose et dépose de bordures ;</li> <li>- surélévation de regards ou de trémies ;</li> <li>- méthodologie de blindage ;</li> <li>- manutention des coques préfabriquées ;</li> <li>- pose et dépose de la signalisation routière.</li> </ul> <p>Cette liste n'est pas exhaustive.</p>	Les entreprises concernées

## **PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLE**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Surdité professionnelle	<p>Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d�m�lition par B.R.H., par marteau piqueur, ... ;</li> <li>- sciage de l'enrobé existant, des bordures ou des dalles ;</li> <li>- rabotage des enrobés.</li> </ul> <p>Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques.</p> <p>L'entreprise qui exécute ces travaux de d�m�lition ou de sciage mettra à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires.</p> <p>Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.</p>	Les entreprises concernées
Prévention par vaccination du personnel	<p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'état.</p> <p>En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée.</p> <p>Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée.</p> <p>Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.</p>	Les entreprises concernées

## MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné
Engins de guerre	Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements,...) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte. Si tel était le cas, le chantier sera arrêté et la sécurité civile sera informée immédiatement.	Lot concerné



# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de bâtiment en activité et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Les utilisateurs du site auront la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Restriction d'accès : entrées et sorties de la base coté Sanguinet interdites car les flux sont important sont important sur les créneaux (entrée et sortie du personnel de la base) :

- 7h30 à 8h30
- 16h30 à 17h30

Pour les détenteurs de LP « visiteur », l'accès sur la BA 120 sera possible sur le créneau :

- 7h50 à 17h30 du lundi au jeudi
- 7h50 à 16h00 le vendredi

Pour les détenteurs de LP spécifique avec photo l'accès sur la BA 120 sera possible sur le créneau :

- 6h45 à 18h30 du lundi au jeudi
- 6h45 à 17h30 le vendredi

Pour des motif exceptionnels qui devront être justifiés à minima 2 semaines avant. Le travail en dehors de ces horaires pourrait être accordé par les autorités de la base aérienne 120.

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

Les horaires d'entrée à privilégier pour les PL

- 6h45 à 7h30 du lundi au vendredi

Les horaires de sortie à privilégier pour les PL

- 17h30 à 18h30 du lundi au jeudi pour les PL
- 16h30 à 17h30 le vendredi

## SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

L'exécution des travaux nécessitant la mise en oeuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, ...) devra être précédée à minima d'une demande 24h avant la réalisation des travaux d'un permis feu réalisé par les pompiers du site indiquant :

La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,



Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,

Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné. Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation concerné. Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'œuvre.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune coactivité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement, ...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes, ...

### **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues devra être installé sur la base vie.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Le numéro d'appel des POMPIERS de la base: tél. 18 depuis un poste fixe ou à partir d'un téléphone portable composer le 05 40 51 05 77 depuis un téléphone portable.**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à ....., n° ....., rue ....., en face de ....., téléphone .....
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins deux secouristes du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **INFIRMERIE**

Sans objet.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.



## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des POMPIERS de la base: tél. 18 depuis un poste fixe ou à partir d'un téléphone portable  
composer le 05 40 51 05 77 depuis un téléphone portable.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p><b>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

*Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.*

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS GIRONDE LOT ET GARONNE 85 Rue de la Morandière BP 40030 33185 LE HAILLAN</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CSE ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> <li>• Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le PPSPS prévu à l'Article L4532-9 est puni d'une amende de 9000€.</li> <li>• La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'Article L4741-5</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71





Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).		

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**



Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



## **Annexe(s)**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Installations obligatoire sur les chantiers du BTP
- Consignes BA 120
- Demande de rendez-vous pour l'inspection commune
- ....



## ANNEXE 1

### Liste des lots et ou entreprises désignés par la maître de l'ouvrage

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Lots	Titulaire ou ST	Entreprises	Représentant	Téléphone Fax mail
<b>Lot Entreprise générale</b>	T			

## ANNEXE 2

### Installations obligatoires sur les chantiers du BTP

Extrait du Code du travail

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois Art R.4534-137 à R.4534-151 du code du travail	Chantier d'une durée égale ou supérieure à 4 mois Art. R4228-1 à R.4228-37 du code du travail
<b>Vestiaire</b>	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Equipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produit et matériaux</li> <li>- Muni de siège en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4222-4 et R4222-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et paroi facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412, 149 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état de propreté constant</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Ininflammables</li> <li>o A double compartiment</li> <li>o Munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
	Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :	Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :





<b>Lavabos</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<i>travail</i> ) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>
<b>Douches</b>	Obligatoire pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 20/07/1947 modifié ( <i>article R.4228-8 du code du travail</i> ). Ex : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
<b>Eau pour la boisson</b>	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson ( <i>articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail</i> )	
<b>Cabinets d'aisance, urinoirs</b>	Obligations identiques pour les 2 types de chantiers ( <i>articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail</i> ) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Eclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur</li> <li>- Evacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-17, R4222-21 du code du travail.</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> </ul> Installations séparées en cas de personnel mixte	
<b>Réfectoires</b>	Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local <i>spécial</i> ( <i>article R4534-142 du code du travail</i> ) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul>	Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mis à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum ( <i>articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail</i> ) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mis à disposition d'un local de <i>restauration</i> ( <i>article R4228-22 à R4228-22 du code du travail</i> ) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
<b>1ers Secours</b>	<b>Boite de secours</b>	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail ( <i>articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail</i> )

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (*article R4534-145 du code du travail*)

Affichage obligatoire et équipements à prévoir :

- PIC (Plan d'Installation du Chantier)
- Affichage et équipement pour la prévention COVID
- Coordonnées Secours,
- Tableau pour liste de secouristes sur site,
- Trousse médicale pour premier secours,
- Coordonnées des organismes (C.A.R.S.A.T., D.I.R.E.C.C.T.E., O.P.P.B.T.P.),
- Classeur sécurité comprenant le P.G.C., les P.P.S.P.S. des entreprises, RJs,
- Coordonnées de tous les acteurs,
- Du plan d'installation de la zone chantier. Minimum au Format A3,
- Casques pour visiteurs,
- Gilets de sécurité haute visibilité pour visiteurs,
- Défibrillateur non obligatoire, mais conseillé.



**ANNEXE 3**  
**Consignes BA120**





## LIVRET D'ACCUEIL DES ENTREPRISES ET ORGANISMES EXTÉRIEURS SUR LA BA 120 DE CAZAUX

### Bienvenue!

Certains risques spécifiques qui ne seraient pas décrits dans ce livret seront  
détaillés dans les plans de prévention correspondants

Pour garantir votre sécurité vous  
devez connaître et appliquer les  
règles établies dans ce livret

BA 120 – BP 70413 – 33164 LA TESTE CEDEX  
Tél : 05 40 51 06 97 – PNA 865 120 06 97  
email : [marline.ventaguer@intradef.gouv.fr](mailto:marline.ventaguer@intradef.gouv.fr)  
Dossier suivi par : Ventaguer Marline

Document confidentiel







**INTERDICTION FORMELLE**

- D'introduire des boissons alcoolisées, des drogues ou des produits toxiques sur le site
- D'être et de demeurer sous l'influence de l'alcool ou de drogues
- De boire ou de manger au poste de travail  
Morel d'utiliser les espaces dédiés à cet usage
- De fumer ou de vapoter en dehors des zones fumeurs



- Respecter les horaires de travail relatifs à son activité et indiqués dans le plan de prévention associé
- Toujours porter le badge permettant de vous identifier de manière visible
- **Le travail isolé est interdit** à moins de la mise en oeuvre de Protection pour les Travailleurs Isolés ( PTI DATI) et d'une organisation dédiée définie et validée dans le Plan de Prévention.
- Respectez les locaux en particuliers les sanitaires et vestiaires mis à votre disposition
- Le MESS et ses sanitaires sont accessibles aux personnels des sociétés extérieures. Une tenue correcte est exigée.

SERVICE	JOURS OUVRABLES	JOURS NON-OUVRABLES
Petit-déjeuner	7 h 00 - 8 h 00	8 h 00 - 8 h 30
Déjeuner	11 h 00 - 13 h 30	11 h 00 - 12 h 30
Dîner	18 h 00 - 19 h 30	18 h 00 - 19 h 30

**ACCÈS A LA BASE AÉRIENNE 120**

**ENTRÉE PRINCIPALE PAR LE VILLAGE DE CAZAUX**




**ENTRÉE DITE DE « SANGUINET »**



Avant de rentrer sur le site, **veuillez récupérer un badge à l'accueil** et attendre votre accompagnant si vous n'êtes pas autorisé à circuler seul




SECURITE DEFENSE	
 <b>INTERDICTION</b> de conduire tout véhicule en utilisant le téléphone mobile ou le tit main libre.	
<p>Un badge spécifique est délivré pour les personnels ne travaillant pas de manière permanente sur le site. Le badge doit être porté apparent et présenté à toute demande d'un représentant de la gendarmerie, de l'escadron de protection ou d'un personnel militaire. Le personnel de l'entreprise extérieure doit être en possession d'une pièce d'identité en cours de validité avec photographie. Toute perte de badge devra être immédiatement déclarée. Toute fraude entraînera le renvoi immédiat de la personne ou des incriminés. Tout personnel d'une entreprise extérieur trouvé dans un lieu ne correspondant pas à son chantier ou son lieu de prestation, ni au trajet autorisé pourra se voir définitivement refuser l'accès à la base. Lors des contrôles ou en cas d'évacuation de la zone, il est demandé aux personnels de l'entreprise extérieure de se soumettre aux ordres et sommations des rondes et patrouilles de l'escadron de protection. En cas de travail en dehors des heures prévues dans le document de prévention, le chef de chantier préviendra le représentant en charge des travaux du dépassement des horaires, puis à la fin de son chantier, lors de sa sortie, il rendra compte au Bureau sécurité base de l'évacuation de la zone. <b>Des sanctions pénales pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.</b></p>	
<b><u>HORAIRES DE LA BASE AERIENNE 120</u></b>	
	
<p>Les horaires de travail sont du lundi au jeudi de 8h à 17h et le vendredi de 8h à 15h</p> <p>L'entrée principale de la base aérienne (accès piétons et routier) est ouverte du lundi au jeudi de 05h40 à 17h30 le vendredi de 5h40 à 2h30, le samedi de 7h à 2h30 et le dimanche et les jours Fériés de 7h à 1h</p> <p>L'entrée secondaire dite de <u>Sanguinet</u> obligatoire pour les véhicules de plus de 3,5T est ouverte du lundi au jeudi de 6h45 à 18h30 locale et le vendredi de 6h45 à 17h30. Elle est fermée le week-end et jours fériés.</p> <p><b><u>NB : Afin d'absorber le flux de véhicules entrants en toute sécurité, les sorties par l'entrée secondaire dite de « Sanguinet » sont interdites entre 7h30 et 8h30</u></b></p> <p><b><u>INTERVENTION EN HEURES NON OUVRABLES</u></b></p> <p>En cas d'intervention en dehors de la plage horaire habituelle (8h – 17h), le représentant sur la base en charge du suivi des travaux/prestations devra faire une demande d'accès exceptionnelle auprès du commandant en second et du chef du DFFSEC de base et après décision informera la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA), l'Escadron de Protection (EP) ainsi que le service de semaine de l'acceptation de cet accès.</p>	




<b>UTILISATION DU TÉLÉPHONE PORTABLE</b>		
L'utilisation du téléphone portable n'est autorisée qu'en zone vie et STRICTEMENT INTERDITE dans les zones sensibles telles que :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les escadrons de chasse ;</li> <li>- la station de distribution de carburant ;</li> <li>- les dépôts d'essence ;</li> <li>- le dépôt de munitions ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones de stockage de produits explosifs ;</li> <li>- les zones ATEX (ATmosphères Explosives) ;</li> <li>- les soutes à ingrédients.</li> </ul>	
<b>CONDITIONS D'ACCÈS, DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT</b>		
		<p>Le port de la ceinture de sécurité est <b>OBLIGATOIRE</b></p>
<p>L'accès des véhicules est autorisé sous certaines conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le véhicule doit être assuré et son contrôle technique à jour de validité.</li> </ul> <p><i>Le chef d'emprise et commandant de la BA120 se réserve le droit de refuser l'accès à tout conducteur ne respectant pas le règlement de circulation.</i></p> <p>La circulation des véhicules est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soumise aux règles générales du code de la route ;</li> <li>Limitée à 50 km/h et 30 km/h sur certaines portions, mais aussi réglementée à l'approche d'un chantier (signalisation verticale).</li> </ul> <p>Les emplacements de stationnement matérialisés au sol ainsi que les zones délinées comme parkings doivent être privilégiés.</p> <p>L'accès aux pistes et aux aires de circulation aéronautique est formellement interdit, sauf accord préalable par l'autorité compétente.</p> <p>Le stationnement est interdit devant les bornes incendie et les postes de transformation électriques.</p> <p>Les véhicules seront systématiquement stationnés de manière à dégager le plus rapidement leur emplacement, c'est-à-dire l'avant du véhicule orienté vers le sens de la circulation, <b>en MARCHÉ ARRIÈRE</b>.</p>		
		<p>Les accès aux zones de stationnement, les accès des secours ainsi que les voies de circulation doivent rester libres et permettre le passage des véhicules de secours ou de sécurité.</p>
<b>LUTTE CONTRE LES MEFAITS DE L'ALCOOL ET DES STUPEFIANTS</b>		
<p>Des contrôles peuvent être organisés. Tout refus de se soumettre aux contrôles ou d'obtempérer aux consignes entraînera une intervention immédiate et une vérification par la brigade de gendarmerie de l'air (BGA) du site.</p>		
Des sanctions de restriction d'accès et pénales peuvent être appliquées en cas de non-respect.		
		<p><b>ATTENTION AUX PIÉTONS</b></p>



		
<p>En cas de travaux par points chauds (soudage ou découpage à l'arc ou avec un poste oxyacétylénique, meulage etc...), une autorisation préalable spéciale appelée « permis de feu » devra être établie par le représentant du chef de l'organisme utilisateur ou contractant.</p> <p>Une consigne générale d'incendie est affichée dans les bâtiments du site. Cette consigne devra être parfaitement connue et appliquée par l'ensemble des personnels.</p> <p>En cas de déclenchement d'une alarme incendie ou confinement les salariés de l'entreprise extérieurement se mettront à la disposition de l'autorité militaire.</p> <p>En cas d'accident ou d'incendie, les services de secours de la base seront contactés en premier volot, voir numéros d'urgence ci-dessous.</p>		
NUMÉROS DE TÉLÉPHONE D'URGENCE POUR SECOURS INCENDIE ET SECOURS AUX BLESSÉS		
Numéros d'urgence	PNIA / Abrégé	N° DIRECT
Alerte feux et urgences (ESIS 1H.120)	18	05 40 51 05 76 05 40 51 05 77
RGA	17	06 79 58 98 80
Semaine base	16	05 40 51 06 20
Assistances à victimes	15	
PC Protection	14	07 85 44 53 76
Service général d'emprise		
Officier supérieur de semaine		06 79 55 48 47
Officier permanence commandement	20602	06 87 71 83 80
AOPC	20505	05 40 51 05 05
Semaine base	24758	05 40 51 04 12
Chambre OPC (HNO)	24457	06 87 71 83 80
Chambre AOPC (IINO)	22524	06 00 53 13 40
Services de permanence		
Permanent gendarmerie	20550	06 08 69 41 65
Permanent antenne médicale	20732	06 30 09 50 28
Permanent centrale électrique	20620	06 70 03 22 33
Centre militaire de contrôle / météo	20552	05 40 51 05 52
Directeur des vols	20536	06 49 56 26 97
Prévention		
Inspection du travail	041 100 21 71	09 00 60 21 71
BA120/BPEI OC.120/Chef	20467	05 40 51 04 67
BA120/BPEI OC.120/Environnement	20520	05 40 51 05 20
BA120/BPEI OC.120/incendie	24464	



<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	
<p>Toutes les précautions et dispositions seront prises par l'entreprise extérieure pour éviter, du fait du chantier, une pollution et atteinte à l'environnement.</p> <p>Le brûlage à l'air libre et l'entoussement des déchets est <b>STRICTEMENT INTERDIT</b>.</p> <p>Hors accord préalable du GSBdD de Cazaux, les entreprises extérieures ne sont pas autorisées à utiliser la déchetterie implantée sur l'emprise de la Base Aérienne pour y déposer leurs déchets.</p> <p>Les déchets tant solides que liquides devront être éliminés par l'entreprise extérieure sauf instruction contraire en utilisant les filières agréées.</p> <p style="color: red;">En aucun cas, les conteneurs et les bennes de la EA 120 ne doivent être utilisés.</p> <p>L'entreprise extérieure fournira lors de l'élimination ou de la destruction des déchets, les Bordereaux de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) au Bureau Protection Environnement et Incendie (BPEI) de la BA120.</p>	
<b>UTILISATION DE PRODUITS CHIMIQUES</b>	
<p>Les produits chimiques devront être stockés sur rétention selon leur compatibilité (Fiche réflexe page XX).</p> <p>Chaque année, une autorisation d'emploi de produits phytosanitaires devra être signée par le chef GS RdD. Cette autorisation devra préciser les lieux de traitement envisagés.</p> <p>Les produits phytosanitaires envisagés devront faire l'objet d'une autorisation expresse du chargé de protection de l'environnement du DPCI OC.120. Pour cela une FDS ainsi que le numéro d'agrément ministériel (AMM) devront être fournis.</p> <p>Un état annuel récapitulant la quantité de produit utilisé sur chaque intervention, la date et le lieu sera fourni aussi.</p>	
<b>INCIDENT DE POLLUTION</b>	
<p>L'entreprise extérieures devra détenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un lot minimal d'absorbants dont la quantité devra être déterminée en fonction des dangers qu'elle aura identifiés (notamment si des pleins doivent être effectués) ;</li> <li>• Eventuellement des plaques obturatrices d'égouts en cas de pollution à proximité de réseaux d'eaux pluviales (suivant les travaux à réaliser) .</li> </ul>	<p>Dès la détection d'une pollution accidentelle, appliquer les premiers gestes réflexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Récupérer de l'absorbant, faire barrage aux réseaux d'eaux pluviales, arrêter l'écoulement accidentel, fermer les éventuelles vannes, barrage des bassins de décantation</li> </ul>
<p><b>ALERTER, FAIRE ALERTE</b>, les pompiers de l'emprise (ESIS 1H.120) au : <b>05 40 51 05 76</b> ou 05 40 51 05 77, puis le Chargé de Protection de l'Environnement (CPE) au 05 40 51 05 20.</p>	

<b><u>DÉCOUVERTE D'ENGIN(S) EXPLOSIF(S) SUSCEPTIBLE(S) OU NON D'EXPLOSER</u></b>	
	
Arrêt immédiat des travaux jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de(s) engin(s). Application des fiches réflexes spécifiques pages 14 et 15 du présent livret d'accueil	
<b><u>SURVOL OU DÉCOUVERTE D'UN DRONE</u></b>	
	
Rendre-compte immédiatement aux autorités compétentes. Application de la fiche réflexe spécifique page 13 du présent livret d'accueil	
<b><u>CONVOI DE MUNITIONS</u></b>	
	Suivre les instructions du service de semaine pour votre sécurité.
Lors de la circulation de munitions sur les voiries, une barrière mise en place par le service de semaine interdira la circulation de tous véhicules sur les voies empruntées par le convoi pyrotechnique. Tous les usagers devront rester impérativement derrière les barrières d'interdiction jusqu'à la levée du dispositif.	
<b>CONSIGNES PARTICULIÈRES</b>	
Il est demandé à l'entreprise extérieure : <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'informer le BPEI OC 120 de tous les accidents de travail survenus à ses personnels, ou mettant en cause la sécurité de la base ;</li> <li>• De fournir sur demande le dernier Contrôle et Vérification Périodique Obligatoire (CVPO) et autorisation de conduite pour les engins spéciaux utilisés ;</li> <li>• Conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées, le personnel du BPEI OC 120 est habilité à procéder à des visites sur les chantiers.</li> </ul>	

## FICHE RÉFLEXE

### **EN CAS D'ALARME INCENDIE**

Evacuer la zone, rejoindre le point de rassemblement signalé sur les plans d'évacuation des bâtiments.

Pour y être recensé et suivre les directives du personnel ou de l'équipe incendie.



### **EN CAS D'ACCIDENT**

#### **POLLUTION**

#### **SECOURS A PERSONNE**

#### **INCENDIE**

LIMITER LA PROPAGATION

**PROTÉGER ET SECOURIR  
LA VICTIME**

COMBATTRE L'INCENDIE



**ALERTER L'ESIS 1H.120**

*En utilisant le téléphone d'urgence ou votre téléphone portable*

**☎ 05 40 51 05 76 ou 05 40 51 05 77**

#### **INDIQUER :**

- votre identité (nom, tél...)
- le lieu, la nature et les risques de l'accident
- le nombre de blessés
- la nature des lésions apparentes et les mesures prises


**NE RACCROCHER LE TÉLÉPHONE QUE LORSQUE LE POMPIER VOUS Y INVITE**

#### **PRÉPARER L'ARRIVÉE DES SECOURS**





*Guider ou faire guider les secours*



## FICHE RÉFLEXE

<b>SÉCURITÉ INCENDIE</b>	
<b>Prévention et Protection Contre l'Incendie (PPCI).</b> « Ensemble des mesures destinées à éviter la naissance et la propagation d'un incendie dans le but d'assurer la protection des biens et des personnes ».	
 <p>Interdiction de fumer et de vapoter</p> <p>Il est formellement interdit de fumer ou de vapoter dans les locaux où sont entreposés des matières inflammables ou des hydrocarbures.</p>	Il est <b>FORMELLEMENT INTERDIT</b> de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>FUMER ET DE VAPOTER</b> dans les locaux ;</li> <li>- Se servir de lampes à souder, de briquets, d'allumettes, de lumières à nu ou de toute source d'ignition dans les locaux où sont entreposés des matières inflammables ou des hydrocarbures ;</li> <li>- <b>TRANSVASER</b> ou <b>MANIPULER</b> des combustibles à proximité d'un moteur à explosion ;</li> <li>- <b>FAIRE DES BRANCHEMENTS « SAUVAGES »</b> sur une ligne électrique.</li> </ul>
<b>Pendant le travail :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à l'accessibilité permanente aux moyens de premier intervention (extincteurs) ;</li> <li>- Respecter les mesures de prévention définies dans les documents de prévention et l'établissement d'un permis de feu pour tous travaux par points chauds ;</li> <li>- Vous assurer de l'extinction et du débranchement de tous les appareils électriques dès la fin du travail.</li> </ul>	
<b>EN CAS DE COURT-CIRCUIT</b>	
Couper <b>IMMEDIATEMENT</b> toute alimentation électrique <b>PRÉVENIR L'USID CZX</b> En utilisant le téléphone d'urgence ou votre téléphone portable <b>☎ : 20625 ou 05 40 51 06 25</b>	
<b>VOUS ÊTES TÉMOIN UN DÉBUT D'INCENDIE</b>	
Vous devez : <ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. ALERTER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les pompiers de la base (ESIS 1H.120) :               <ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>Un téléphone d'urgence : <b>18</b></li> <li>Un téléphone portable : <b>05 40 51 05 77</b> ou <b>05 40 51 05 77</b></li> </ul> </li> <li>- garder votre sang-froid</li> <li>- indiquer le nom du bâtiment, la nature du feu, vos nom et numéro de téléphone</li> </ul> </li> <li><b>NE RACCROCHER LE TÉLÉPHONE QUE LORSQUE LE POMPIER VOUS Y INVITE</b></li> <li>- donner l'alarme en utilisant les Déclencheurs Manuels (DM)</li> </ul> </li> <li><b>2. LUTTER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>En attaquant le foyer avec les moyens mis à votre disposition (extincteurs adaptés) mais sans prendre de risques.</li> </ul> </li> <li><b>3. ÉVACUER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le calme et sans précipitation, sur ordre vers le lieu de rassemblement.</li> </ul> </li> </ol>	
<b>À L'ARRIVÉE DES SECOURS</b> Rendre-compte de toutes les actions entreprises	

## FICHE RÉFLEXE

EN CAS D'ACCIDENT

<b>En heures ouvrables</b>
Seuls les soins d'urgence sont assurés par l'Antenne Médicale de Cazaux (AMC) et les pompiers ESIS 1H.120 de la base. Les blessés sont évacués vers l'hôpital le plus proche par une ambulance civile ou par le SAMU.
<b>En heures non-ouvrables</b>
Il n'y a pas de permanence médicale sur la base. Il appartient à l'entreprise extérieure de faire directement appel à l'ESIS 1H.120 et d'informer <b>IMMÉDIATEMENT</b> le service de semaine de la base, afin d'orienter les secours au 05 40 51 04 12.
<b>VOUS ÊTES TÉMOIN D'UN ACCIDENT</b>
Vous devez :
<ul style="list-style-type: none"><li>1. <b>PROTÉGER</b><ul style="list-style-type: none"><li>▪ La victime contre tout risque pouvant aggraver son état.</li></ul></li><li>2. <b>ALERTER</b><ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les secours en utilisant un téléphone et en déclenchant l'alarme (Déclencheur Manuel (DM))</li><li>▪ <b>SERVICE MÉDICAL :</b><ul style="list-style-type: none"><li>➢ Depuis :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Un téléphone d'urgence : <b>15</b></li><li>▪ Un téléphone portable : <b>05 40 51 07 32</b> ou <b>06 30 09 50 28</b></li></ul></li></ul></li><li>▪ <b>POMPIERS ESIS 1H.120 :</b><ul style="list-style-type: none"><li>➢ Depuis :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Un téléphone d'urgence : <b>18</b></li><li>▪ Un téléphone portable : <b>05 40 51 05 77</b> ou <b>05 40 51 05 77</b></li></ul></li></ul></li></ul></li><li>3. <b>SECOURIR</b></li></ul>
<div><div>ESIS 1H.120</div><div>PROTÉGER</div><div>ALERTER</div><div>SECOURIR</div><div></div></div>

## FICHE RÉFLEXE



### Consignes de sécurité En présence de **chien** d'une **équipe cynophile**

#### D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE :

- Ne pas regarder l'animal dans les yeux.
- Ne pas crier ni s'agiter.

#### POUR PARLER A UNE ÉQUIPE CYNOPHILE :

- Attendre que le maître ait remis son chien au pied.
- Ne jamais tendre la main en premier pour dire bonjour.
- Garder une distance minimale de 3 mètres.

#### POUR PÉNÉTRER DANS UNE ZONE OÙ SE DÉROULE UN ENTRAÎNEMENT :

- Avertir le responsable de l'exercice de votre arrivée.
- Il vous fera escorter, même en véhicule.

#### EN CAS DE RENCONTRE D'UN GROUPE CYNOPHILE :

- Ne jamais rester dans l'axe de l'équipe cynophile.
- Changer de côté et garder une distance minimale de 3 mètres.
- Ne pas prendre d'initiative (ex : tendre la main, faire de grand geste).

### CAS PARTICULIER

SAUF DANS LE CADRE D'EXERCICE, UN CHIEN EN LIBERTÉ N'EST PAS AUTORISÉ.  
LA RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE EST ENGAGÉE ...

**MAIS SI ÉVENTUELLEMENT, VOUS ÊTES EN PRÉSENCE D'UN CHIEN EN LIBERTÉ, IL FAUT RESTER  
FACE À LUI, IMMOBILE, SANS GESTE BRUSQUE, NI CRI ...**

**NE JAMAIS FUIR**





## FICHE RÉFLEXE

### « SURVOL OU DÉCOUVERTE D'UN DRONE »

Rendre compte immédiatement au :

PC Protection (34 ou 05 40 51 02 70) ou

BGA (37 ou 05 40 51 05 00)

en donnant le maximum d'informations

- 1 - Heure de début d'observation
- 2 - Heure de fin d'observation (ou durée de l'observation)
- 3 - Type de drone (multicoptère, aile volante)
- 4 - Hauteur de survol et distance du drone par rapport à un objet connu (Bâtiment, tour, antenne, clôture, etc....)
- 5 - Identification du point d'observation, puis de la trajectoire (entrée et sortie de zone) en utilisant les points cardinaux
- 6 - Identification du type et dimensions du drone
- 7 - Noter les couleurs, les variations (clignotement, stroboscopique) des feux lumineux
- 8 - Déterminer le type de trajectoire : rectiligne, aléatoire, stationnaire, courbe ou manœuvrant
- 9 - Déterminer si possible le nombre et/ou le type de moteurs au bruit (électriques, thermiques)

Si le drone est au sol ou se pose, ne pas s'en approcher à moins de 100 m

Prévenir toute approche de l'engin par d'autres personnes jusqu'à l'arrivée de l'EP et de la BGA

Si le drone effectue des manœuvres hostiles, se mettre à l'abri et continuer à rendre compte

Tenter de localiser le téléopérateur tout en restant à l'abri et rendre compte de sa position le cas échéant

Dans la mesure du possible, mettre le matériel sensible à l'abri





Armée de l'air et de l'espace  
Base aérienne 120  
BPEI OC.120

## CONSIGNES GENERALES DE SECURITE EN VIGUEUR SUR LA BASE AERIENNE

### FICHE REFLEXE DECOUVERTE D'UNE MUNITION OU D'UN ENGIN SUSPECT



#### 1. ARRETER IMMEDIATEMENT LE TRAVAIL EN COURS.

#### INTERDICTION DE MANIPULER TOUTES MUNITIONS OU ENGINS SUSPECTS.

#### 2. RETENIR OU NOTER LE PLUS D'INDICES D'IDENTIFICATION TELS QUE :

- a) Le diamètre approximatif ;
- b) La longueur ;
- c) La forme générale ;
- d) La couleur dominante ;
- e) L'inclinaison ;
- f) La profondeur ;
- g) La présence ou non de réseaux souterrains : eaux, gaz, électricité, etc.

Nota : une photographie de l'objet et son environnement est tolérée.

#### 3. FAIRE EVACUER LE CHANTIER ET SI POSSIBLE AVEC LES ENGINs.

- a) A au moins 300 mètres s'il y a un abri ou écran résistant ;
- b) A 600 mètres en terrain découvert.

#### 4. PREVENIR SOIT :

- a) Le PC Protection :

14

05.40.51.07.79

- b) Ou le Service semaine base :

20758

05.40.51.47.58

20412

05.40.51.40.12

Si la découverte a lieu sur l'emprise de DGA Essais en Vol (Parking ECHO), contacter également l'Officier de Sécurité Pyrotechnique de DGA EV :

24304

05.57.15.43.04

#### 5. SE TENIR A DISPOSITION DE L'EQUIPE D'INTERVENTION GRIN NEDEX.







Armée de l'air et de l'espace  
Base aérienne 120  
BPEI OC.120

# CONSIGNES GENERALES DE SECURITE EN VIGUEUR SUR LA BASE AERIENNE

## RISQUE D'ECLATEMENT D'UNE AMPOULE DE RESTITUTION D'IMPACT LORS DE TRAVAUX DE TERRASSEMENT OU EN CAS DE DECOUVERTE FORTUITE

### EN CAS DE DECOUVERTE D'UNE AMPOULE IMPACTE :

Ne pas toucher – se tenir éloigné – prévenir le GRIn NEDEx – s'assurer que personne ne s'approche – reprise de l'activité sur ordre de GRIn NEDEx.





Produit : Ampoule de restitution d'impact de bombe d'entraînement allemande

Définition du danger :

Brûlures par l'acide chlorosulfurique en cas d'éclatement d'une ampoule



— Toxique Corrosif

PREVENTION		
<u>Protection collective :</u>	Les excavations seront réalisées avec un engin de chantier. Le personnel de chantier se positionnera en retrait de la zone de travail.	
<u>Protection individuelle :</u>	Réalisation d'une excavation au moyen d'outils manuels : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une seule personne dans la zone de travail ;</li><li>- Port de lunettes : de sécurité à protection intégrale ;</li><li>- Port des gants adaptés aux risques : risques mécaniques et chimique ;</li><li>- Port de vêtements de travail ajustés : bras et jambes couverts ;</li><li>- Port des chaussures de sécurité.</li></ul>	
		
PREMIERS SECOURS		
<u>En cas d'inhalation :</u>	 <ul style="list-style-type: none"><li>- Faire respirer l'air frais.</li><li>- Appeler immédiatement les secours.</li></ul>	
<u>En cas de contact avec les yeux :</u>	 <ul style="list-style-type: none"><li>- Lavage abondant à l'eau.</li><li>- Appeler immédiatement les secours.</li></ul>	
<u>En cas de contact avec la peau :</u>	 <ul style="list-style-type: none"><li>- Lavage abondamment à l'eau.</li><li>- Tamponner au polyéthylène glycol 400.</li><li>- Enlever immédiatement les vêtements souillés.</li><li>- Appeler immédiatement les secours.</li></ul>	
EN CAS DE DECOUVERTE CONTACTER		
L'Antenne médicale de la BA 120	15	05.40.51.07.32
Permanence médicale		05.40.51.07.32
Les Pompiers de la BA 120	18	05.40.51.05.77
Le service de semaine de base	16 OU 20412 24758	05.40.51.04.12 05.40.51.47.08
Officier de Sécurité Pyrotechnique de DGA Essais en Vol	Si découverte sur l'emprise de DGA EV (Parking ECHO)	05.57.15.43.04



## FICHE RÉFLEXE



### Utilisation d'une **grue** sur la BA120

#### Si utilisation d'une grue respecter strictement les consignes suivantes :

Selon l'emplacement de la grue sur l'emprise de la Base Aérienne 120 et selon la hauteur, les procédures d'arrivées et des départs des aéronefs peuvent être modifiées.

**La CMC<sup>1</sup> doit systématiquement être consulté.**

Celui-ci doit disposer :

- Des coordonnées géographiques de la grue ;
- De la hauteur de la flèche ;
- Du balisage diurne et nocturne en place ou non sur la grue.

Ensuite, le CMC s'adresse à l'USID<sup>2</sup> pour vérifier si la grue « perce » les servitudes aéronautiques. Dans l'affirmative, le CMC s'adresse à l'organisme en charge de l'établissement des procédures de vols pour déterminer l'Impact : DIRCAM/DIA de Bordeaux. En fonction du résultat, la grue pourrait être déployée uniquement en dehors de l'activité aérienne.

Dans tous les cas, le CMC édite un message aéronautique.

**De ce fait pour l'utilisation d'une grue le préavis de visite doit-être au minimum de deux semaines.**

Contact : 05 40 51 03 72

<sup>1</sup> CMC : Centre Militaire de Contrôle.

<sup>2</sup> USID : Unité de Soutien Infrastructure de la Défense.



### FICHE RÉFLEXE



#### Mise à jour fortuite ou découverte d'un **câble électrique** lors de travaux

Cette fiche s'applique à toute mise à jour fortuite ou découverte de câble supposé électrique par les entreprises extérieures au Groupement qu'elles agissent dans le cadre de travaux de surface ou plus particulièrement de travaux de terrassement.

Vous découvrez un câble suspect :

- a) **Arrêtez immédiatement vos travaux.**
- b) Si le câble, dénudé ou non, est au contact de votre engin (ex : par le godet) :  
**NE DESCENDEZ PAS DE VOTRE ENGIN DE CHANTIER**
- c) Si le câble, dénudé ou non, repose sur le sol :  
**NE VOUS APPROCHEZ PAS**

**Prévenez ou faites prévenir les pompiers, au  
05 40 51 05 76  
en décrivant succinctement le câble découvert.**

**RESTEZ SUR LES LIEUX (EN DEHORS DU PERIMÈTRE) AFIN DE  
RENSEIGNER L'ÉQUIPE D'INTERVENTION.**



## FICHE REFLEXE



## FICHE RÉFLEXE

## PRODUITS CHIMIQUES

Il vous est demandé de fournir les **Fiches de Données de Sécurité (FDS)** des produits utilisés, lors de la rédaction des documents de prévention.

La FDS constitue une véritable carte d'identité du produit.

Ele es:

- **Obligatoire** pour tout produit dangereux.

Elle donne en 16 chapitres les informations réglementaires mais aussi celles liées aux bonnes pratiques de manipulations et d'utilisation du dit produit.






































































































### RÉTENTION SELON LA NATURE DU LIQUIDE À STOCKER

PRODUITS CHIMIQUES, CORROSIFS ET AGRESSIFS		PRODUITS NON CORROSIFS, DANGEREUX OU POLLUANTS	
Bacs de rétention en Polyéthylène Haute Densité (PEHD)		Bacs de rétention en acier galvanisé	Bacs de rétention en acier finition peinture époxy
			

### SCHÉMA DES RÈGLES DE STOCKAGE SUR RÉTENTION




## STOCKAGE DE PRODUITS CHIMIQUES schéma indiquant les compatibilités

**Les acides et les bases concentrés doivent être stockés séparément.**



 Ne peuvent pas être stockés ensemble.

 Peuvent être stockés ensemble sous certaines conditions.

 Peuvent être stockés ensemble.

• Si un produit comporte plusieurs pictogrammes de danger, prendre en compte l'ordre suivant : explosif > corrosif > inflammable > corrosif > toxique > nocif > irritant.  
 • Informez-vous : même s'ils affichent le même pictogramme, certains produits ne peuvent pas être stockés ensemble. Consultez la fiche de données de sécurité (FDS), le notice d'utilisation, les consignes de stockage et de sécurité ou contactez votre fournisseur.



### LES 9 PICTOGRAMMES DE DANGER



	Bombe explosant (pour les dangers d'explosion ou de détonation)		Flamme (pour les dangers d'incendie)		Flamme sur un cercle (pour les matières inflammables)
	Bouteille à gaz (pour les dangers de pression)		Corrosion (pour les dangers pour les métaux ainsi que la peau ou les yeux)		Tête de mort sur deux tibias (pour les dangers pour l'environnement, à ne pas confondre avec le pictogramme de danger pour la santé)
	Danger pour la santé (pour les dangers pour la santé)		Point d'éclosion (pour les dangers pour la santé, à ne pas confondre avec le pictogramme de danger pour la santé)		Environnement* (pour les dangers pour le milieu aquatique)
	Matériel infectieux présentant un danger biologique (pour les organismes ou les toxines susceptibles de causer des maladies chez l'humain ou chez l'animal)				



## FICHE RÉFLEXE



### AIRES AÉRONAUTIQUES

**INTERDICTION FORMELLE DE PÉNÉTRER** sur les taxiways, la piste et les zones d'évolution des aéronefs sans autorisation de la tour de contrôle.

En zone aéronautique ou à proximité de celle-ci, il est **INTERDIT** d'utiliser du ruban pour baliser un chantier.

De plus, tous les déchets susceptibles de s'envoler devront **ODLIGATOIREMENT** être bâchés ou enfermés (risque d'endommagement d'un moteur aéronef).

Toute intervention technique pouvant avoir un impact sur l'environnement aéronautique de la plate-forme (piste, taxiways, parkings avions) et impliquant ou non un intervenant extérieur (entreprise civile), doit faire l'objet d'une coordination anticipée auprès du .


### **Pôle Opération Base (POB) au 05 40 51 05 47**

Il est rappelé que le POD centralise toutes les informations relatives aux activités opérationnelles de la base. A ce titre, il doit systématiquement être mis au moins en copie des échanges qui ont une influence sur cette activité.

#### **SIGNALITIQUE SUR LE SITE :**



## FICHE RÉFLEXE

 <b>MINISTÈRE DES ARMÉES</b> <i>Modèle Qualité Innovation</i>	<b>Armée de l'Air et de l'Espace Base Aérienne 120 BPEI 0C.120</b>			
<b><u>TRAVAUX ET INTERVENTION EN ZONE AÉRONAUTIQUE SUR LA BA120</u></b>				
<p>Pour le personnel de passage (entreprises extérieures, organismes militaires extérieurs) dans le cadre de travaux qui implique de se déplacer sur la piste, sur le taxiway pour rejoindre l'emplacement des travaux, celui-ci doit détenir un permis piste. Le permis piste n'est pas obligatoire pour la traversée d'un taxiway ni si intervention sur un parking de stationnement d'aéronefs. Le permis piste est valable 120 mois.</p> <p><b><u>LES SÉANCES DE FORMATION :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Programmation des séances de formation</b></li></ul> <p>Les séances de formation sont programmées tous les 1ers et 3èmes mardis du mois à 9h00 au cinéma base, de septembre à juin. La communication des dates pour l'année à venir fait l'objet d'un message NeMO spécifique adressé à toutes les entités présentes sur le site de BA120.</p> <p>Des séances supplémentaires peuvent être organisées sur demande des unités pour des raisons bien particulières, c'est notamment le cas des escadrons de passage.</p> <p>Dans tous les cas, il est nécessaire de fournir au préalable au CMC la liste nominative du personnel à former. Le modèle est fourni en annexe I ; en effet la réglementation en vigueur impose de conserver un suivi des permis délivrés. Ainsi, chaque correspondant permis piste adressera cette liste au CMC, à l'adresse suivante : <a href="mailto:ba120.cmc.inst.fct@intradef.gouv.fr">ba120.cmc.inst.fct@intradef.gouv.fr</a>.</p> <p><b>À la charge de l'entreprise utilisatrice (BA120, USID, GSBDD, DETSIC, etc...) de réaliser la liste nominative des personnels à former et de l'envoyer à l'adresse mail ci-dessus.</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Délivrance du permis piste</b></li></ul> <p>Le commandant du CMC 1C.120 est responsable de la délivrance du permis piste. L'obtention du permis est soumise à l'acquisition des connaissances présentées pendant la formation théorique.</p> <p>Les intéressés doivent conserver le permis établi pour tout déplacement sur l'aire de manœuvre.</p> <p>Le modèle est fourni en annexe II. Il comporte notamment un schéma de la plateforme et les principaux éléments de phraséologie à employer.</p> <p>Le CMC 1C.120 diffuse à la fin de chaque formation dispensée un compte-rendu répertoriant la liste des participants. Ce message comportera également le permis piste en vigueur à imprimer pour chaque intéressé afin d'être validé par le commandant du CMC 1C.120.</p>				
<b>ANNEXE I</b> <b>INSCRIPTION PRÉALABLE DU PERSONNEL</b>				
<b>UNITÉ</b>	<b>GRADE</b>	<b>NOM</b>	<b>PRÉNOM</b>	<b>FONCTION</b>

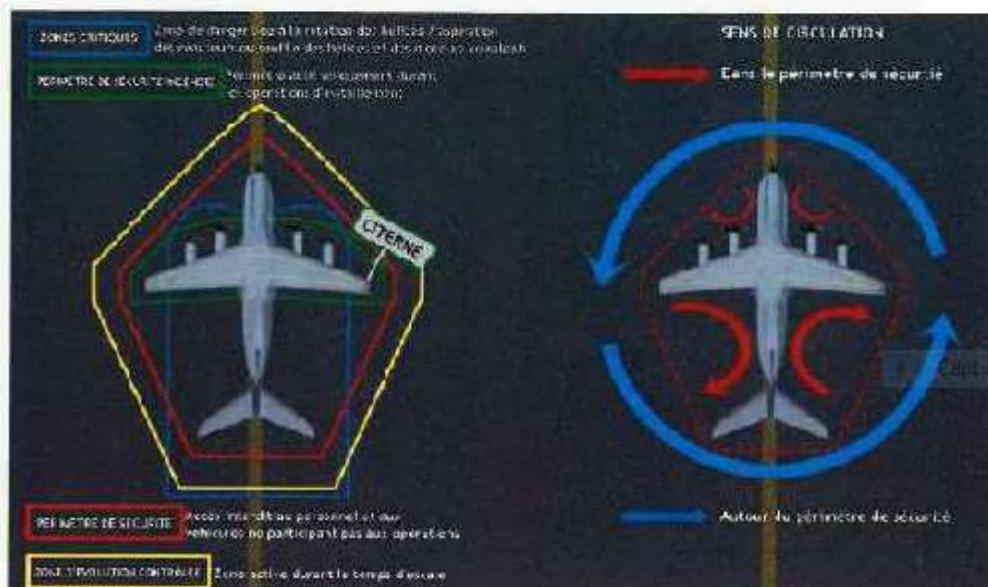
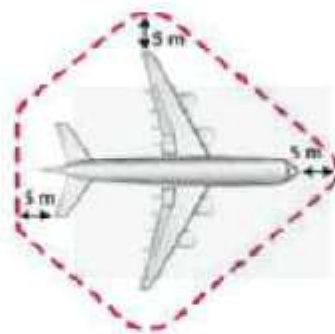
## SUR LA PLATEFORME PRIORITÉ ABSOLUE AUX AÉRONEFS

Pour le personnel travaillant à proximité des aéronefs les consignes ci-dessous doivent être strictement appliquées

### ANNEXE II

#### RAPPEL GÉNÉRAL SUR LES PÉRIMÈTRES DE SÉCURITÉ AÉRONEF

Périmètre de sécurité collision : polygone non matérialisé qui entoure les points extrêmes de l'avion à une distance généralement de 5 mètres sur son point de stationnement. Ce périmètre existe systématiquement, il se situe à la ZEC (Zone d'Évolution Contrôlée) quand elle n'est pas tracée.





### **Liste de travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention**

Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention (paru au Journal officiel - NOR : TCGT8300030A).

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R. 4411-2 à R. 4411-6 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R. 4323-23 à R. 4324-27, R. 4535-7 et R. 4721-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
  - Véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
  - Machines à cylindre ;
  - Machines présentant les risques définis aux articles R. 4324-10 à R. 4324-20 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 62-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parking automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T. B. T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-40 du 0 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article R. 4534-103 du code du travail.
17. Travaux de démolition.

 Casseurs



MINISTÈRE DES ARMÉES



BASE AERIENNE 120  
COMMANDEMENT  
BUREAU ADJUTANT DES RISQUES

## FICHE REFLEXE Utilisation d'une grue sur la BA 120

**Si utilisation d'une grue respecter strictement les consignes suivantes :**

Selon l'emplacement de la grue sur l'emprise de la base aérienne 120 et selon la hauteur, les procédures d'arrivée et départ de l'aéronaute peuvent être modifiées.

**Le CMC<sup>1</sup> doit systématiquement être consulté.**

Celui-ci doit disposer de :

- Des coordonnées géographiques de la grue ;
- De la hauteur de la flèche ;
- Du balisage d'une structure en place ou non sur la grue.

Ensuite, le CMC s'adresse à l'USD<sup>2</sup> pour vérifier si la grue « porte » les servitudes aéronautiques.

Dans l'affirmative, le CMC s'adresse à l'organisme en charge de l'établissement des procédures de vols pour déterminer l'impact : DIRCAMOIA à Bordeaux.

En fonction du résultat, la grue pourrait être déployée uniquement en dehors de l'activité aérienne.

Dans tous les cas, le CMC émet un message aéronautique.

**De ce fait pour l'utilisation d'une grue le préavis de visite doit être au minimum de deux semaines**

Contact CMC : 05 57 15 52 50

<sup>1</sup> CMC : Centre Militaire de Contrôle

<sup>2</sup> USD : Unité de Soutien Infrastructure de la Défense

## ANNEXE 04

### Demande de rendez-vous pour l'inspection commune

(à établir par toute entreprise intervenant sur le chantier conformément  
aux prescriptions du PGC et du PGC simplifié)

Entreprise titulaire : \_\_\_\_\_

Entreprise sous-traitante : \_\_\_\_\_ pour le compte de : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Interlocuteur : \_\_\_\_\_

Tél / Fax : \_\_\_\_\_

Lot ou nature des travaux réalisés \_\_\_\_\_

Date prévisionnelle de début de travaux : \_\_\_\_\_

*N.B. : Le présent formulaire doit être transmis au coordonnateur SPS deux semaines avant la date prévue d'intervention  
sur le chantier. Présence de l'entreprise titulaire obligatoire à l'inspection commune de son sous-traitant.*

Signature du demandeur :

**A retourner à :**

**Coupon réponse :**



, le \_\_\_\_\_

Rendez-vous pris d'un commun accord, le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures.

Coordonnateur SPS titulaire en phase réalisation

